



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique forestière

Question écrite n° 109460

Texte de la question

M. Paul Quilès attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur la politique de l'État en matière d'aides à l'investissement forestier. Il semble que la politique menée par l'État pour constituer une ressource forestière de qualité soit aujourd'hui remise en cause. Cette décision apparaît particulièrement injuste alors que la forêt, grand réservoir de biodiversité, constitue une des solutions les plus naturelles pour lutter contre le réchauffement climatique et une énergie renouvelable pouvant se substituer aux énergies fossiles. Le bois est également un matériau multiusages de plus en plus utilisé dans la construction. En outre, la filière bois française emploie près de 500 000 personnes et concerne quatre millions de forestiers privés. En l'absence de soutien économique, l'investissement forestier se révèle très peu rentable, et a donc peu de raisons d'exister. De fait, l'abandon des aides aura des conséquences considérables sur l'emploi du secteur dans les zones rurales et sur les récoltes des nouvelles ressources bois. Il lui demande donc d'indiquer s'il entend maintenir les aides publiques à l'investissement forestier afin de conserver une ressource forestière massive et pérenne.

Texte de la réponse

Depuis les tempêtes de 1999, la reconstitution des forêts sinistrées constitue une priorité forte de l'action publique. Fin 2006, 756 millions d'euros auront été délégués pour la reconstitution des forêts privées et publiques sinistrées par les tempêtes de 1999. Le plan Chablis sera mené à son terme, fin 2009 ; il figure dans le socle national du programme de développement rural national. Le taux de subvention pour les opérations de nettoyage et de reconstitution sera maintenu à 80 %. Les moyens financiers en 2007 seront reconduits au niveau des années 2005 et 2006. À ce jour, un objectif portant sur 35 000 hectares à nettoyer et de 190 000 hectares à replanter paraît réaliste, au regard de l'effort déjà accompli. Les investissements forestiers visant à l'amélioration de la valeur économique des forêts seront eux aussi intégrés dans le plan de développement rural hexagonal 2007-2013 (axe 1 - mesure 122). Il s'agit des travaux de reboisement, de conversion de taillis ou taillis sous futaie en futaie, et d'amélioration des peuplements : élagage, dépressage, éclaircie. Il convient de noter que les aides de l'État à l'investissement forestier privilégient les opérations visant à apporter une amélioration significative de la ressource forestière mobilisable. En outre, afin d'assurer une plus grande efficacité au dispositif d'aide et d'encourager une gestion optimisée des surfaces forestières, les subventions au boisement ou au reboisement sont réservées aux propriétaires forestiers dont le projet porte sur une surface minimale de 4 hectares d'un seul tenant, inclus dans un massif d'au moins 10 hectares. Enfin, au-delà des instruments budgétaires, la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 prévoit une incitation fiscale pour soutenir les investissements en forêts. C'est ainsi que les travaux de desserte forestière, de renouvellement ou d'amélioration des peuplements sont éligibles à une déduction de l'impôt sur le revenu, dans la limite d'un plafond annuel de travaux de 1 250 euros pour une personne célibataire, veuve ou divorcée, et de 2 500 euros pour un couple (DEFI FORÊTS). La mesure s'appliquera au revenu 2006. Ces mesures montrent l'importance qu'attache le Gouvernement aux investissements dans le domaine de la forêt.

Données clés

Auteur : [M. Paul Quilès](#)

Circonscription : Tarn (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 109460

Rubrique : Bois et forêts

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(e)s)

Question publiée le : 7 novembre 2006, page 11468

Réponse publiée le : 26 décembre 2006, page 13579